



Luxembourg, le 10 JUIL. 2017

Administration communale
de Bertrange
B.P. 28

L-8005 Bertange

N/Réf : 88.804/CL

Dossier suivi par : Christian Lahure

Tél. : 247 86819

E-mail : christian.lahure@mev.etat.lu

Concerne : Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (article 6.3.)

Modification ponctuelle du plan d'aménagement général de la commune de Bertrange à Bertrange au lieu-dit « Wenkel phase 2 »

Monsieur le Bourgmestre,

Je me réfère à votre courrier du 17 mai 2017 dans le contexte du dossier émarginé qui vise le classement d'une surface actuellement en zone verte selon le PAG en vigueur en une zone d'habitation 2.

Je partage l'appréciation du bureau d'études comme quoi le projet de modification devrait faire l'objet d'une évaluation détaillée dans le cadre du rapport environnemental avec focus sur les thématiques de l'environnement/santé humains, de la diversité biologique et de la protection des paysages.

Le degré de détail s'inspirera du cadre développé par le bureau d'études à la page 20 et suivante du document « *Umwelterheblichkeitsprüfung* ». Pour ce qui en est de la confection du bilan écologique relatif aux biotopes et habitats protégés au titre de l'article 17 de la loi modifiée du 19ⁿ janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, il conviendra de déterminer de manière précise le statut de protection du pâturage en tant qu'habitat de chasse éventuel pour les espèces des annexes 2 et 3 de la prédite loi du 19 janvier 2004.


Toutefois, en ce qui concerne la distance à respecter par rapport aux zones Natura 2000, celle-ci ne pourra être inférieure à 30 m. Le scénario tel qu'esquissé par le bureau d'études qui prévoit que le projet empiète sur la zone Natura 2000 tout en préconisant la définition d'une zone de servitude-urbanisation de 15 m entre le futur projet urbain et la paysage ouvert (« *Ausweisung einer ca. 15m breiten « zone de servitude urbanisation » zwischen Offenland und zukünftigem Wohgebiet* ») ne saura trouver mon accord à moins

- qu'à partir de l'extrémité Ouest proposée pour l'extension du périmètre urbain, une zone tampon (zone non-aedificandi) **d'une profondeur de 30m** sera consacrée moyennant servitude-urbanisation dans la partie réglementaire dont les derniers 15 m devront être cédés à la commune et
- que la partie écrite y prévoira expressément l'obligation de la mise en place de plantations selon un schéma défini.

Dans une telle hypothèse, le rapport environnemental se confrontera plus spécifiquement avec le schéma directeur ad hoc à élaborer et contribuera à une mise en place suffisamment organique de cette plantation (bosquets denses variant avec des espaces plus aérés permettant des axes de vue dégagés sur le paysage ouvert).

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement



Camille GIRA
Secrétaire d'Etat

Copie pour information : Administration de la Nature et des Forêts